

Si l'afflux de produits importés sur les marchés africains met à mal les produits locaux, ceux-ci n'ont pas dit leur dernier mot.

En Afrique, les produits locaux réinvestissent les marchés

« Ah quel délice ! C'est le riz camerounais ! », s'exclame un homme sur une brochure intitulée « Comment cuire le riz camerounais ? », distribuée par l'Association citoyenne de défense des intérêts collectifs. Cette association camerounaise (voir TRI n°390) a initié dans le pays une campagne « Zéro produit alimentaire importé » pour interpeller « les politiques, les consommateurs, les opérateurs économiques et les producteurs » sur la question de la souveraineté alimentaire nationale.

Sur l'ensemble du continent africain, pour la période 2005-2007, 40 % du riz blanc était importé ainsi que 62 % du blé ou encore 55 % du sucre et des huiles végétales. Une situation due aux accords internationaux de libre-échange qui font que sur des marchés africains, on peut trouver un riz américain ou asiatique au même prix voire moins cher qu'un riz local, alors que celui-ci a demandé jusqu'à cent fois plus de travail¹. Sans compter que les riz importés sont souvent perçus par les consommateurs comme plus faciles à cuisiner et à conserver.

MÉTISSAGE ALIMENTAIRE

Depuis les années 1990, des industries de transformation de produits agricoles africains ont tenté de promouvoir des aliments dits traditionnels. Si l'objectif était d'augmenter la compétitivité des produits locaux, les sachets d'attiéké (couscous de manioc) et les flocons de mil précuit n'ont guère rencontré de succès². La crise des prix alimentaires de 2008 a cependant « sensibilisé » les dirigeants africains au danger de ne recourir qu'aux marchés mondiaux pour satisfaire les demandes alimentaires nationales.

Selon Nicolas Bricas, chercheur au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), les comportements alimentaires urbains en Afrique ne se résument pas à une opposition entre produits importés et circuits courts locaux. L'alimentation et le choix des ali-



Dans nombre de pays africains, le sorgho est considéré à la fois comme un « aliment-santé » et un produit traditionnel.

ments fait appel à de multiples références qui peuvent provenir du « terroir rural d'origine » (interdits alimentaires, plats traditionnels, etc.), de « pratiques de socialisation urbaine » (repas entre collègues le midi, achat quotidien au marché, etc.) ou de la « relative liberté individuelle que permet la ville » (grignotage, repas rapide dans la rue)².

Ainsi, en Afrique du Sud, le sorgho est considéré comme un aliment plus nourrissant que le maïs et véhiculerait à la fois l'image d'un « aliment-santé » et d'un produit africain traditionnel malgré « l'important processus de substitution des céréales locales par de « nouvelles » sources d'amidon (maïs, blé...) dans les modèles alimentaires des urbains d'Afrique subsaharienne »³. De même, à Bamako au Mali, ou à Ouagadougou au Burkina Faso, certains consommateurs sont attachés au fonio, une très petite céréale difficile à cuisiner, mais qui bénéficie d'un regain d'intérêt en raison de ses qualités nutritionnelles et du fait d'être liée à des traditions culturelles rurales. Enfin, des enquêtes menées au Nigeria et en Côte d'Ivoire démontrent que le prix n'est qu'un déterminant parmi d'autres (culturels, sociaux) dans le choix entre riz importé et riz local³.

Ibrahim Sarr, directeur du Réseau régional des horticulteurs de la région de Kayes, au Mali,

affirme : « Les urbains se nourrissent davantage de pâtes et autres produits importés, accompagnés de légumes, d'où l'intérêt de développer la production horticole [maraîchage]. La demande existe. Les produits locaux sont prisés par les consommateurs. »⁴ Le développement des filières locales courtes commence timidement à recevoir des appuis institutionnels comme au Mali, où les organisations paysannes ont obtenu la valorisation des produits nationaux dans la loi d'orientation agricole nationale. Enfin, en Ouganda, l'État a choisi de taxer à 75 % les importations de riz, stimulant ainsi la production locale et l'approvisionnement en circuit court des marchés urbains... au point que le pays exporte depuis peu son riz dans la sous-région.

■ MICKAEL CORREIA (TRANSRURAL)

1 - Lire *Agricultures africaines et marché mondial* de Marc Dufumier – Fondation Gabriel Péri – 2007.

2 - « La pluralité des références identitaires des styles alimentaires urbains en Afrique », intervention de Nicolas Bricas lors du colloque « Les nouvelles figures des marchés agro-alimentaires » – mars 2006.

3 - *Cahiers Agricultures* – Volume 13, Numéro 1 – 2004.

4 - Interview publiée sur : www.alimentterre.org/ressource/valoriser-produits-locaux-marche.



4 vivre ensemble

Économie

L'entrepreneuriat social en France :
un secteur en devenir ? 4-5

Société

Assouplir l'égalité devant la loi 5
S'afficher « sans OGM » 6
Algues vertes :
le rôle des nitrates (encore) confirmé 7

Agriculture

L'apiculture se professionnalise 8

Métier

L'herboristerie : une querelle d'apothicaire.. 9

10 ménager les ressources

Environnement

Revoir des ciels étoilés 10-11

Initiative

« Gagner un peu en autonomie énergétique » 12

I à VIII DOSSIER

Des circuits courts étrangers ?

Diverses appellations provenant de différents endroits du globe (réseaux alimentaires alternatifs, partenariats locaux solidaires entre producteurs et consommateurs...) renvoient à la notion, plus connue ici, de circuits courts. Ces modes de commercialisation impliquant un intermédiaire au maximum et jouant sur la proximité, recouvrent-ils les mêmes réalités, répondent-ils aux mêmes enjeux ici et là ?



CC SIDELIFE

14 un autre développement

Initiative

La Pouëze veut sa pharmacie 14
Au Québec, la santé se pratique aussi
en coopérative 15

Agriculture

Quand les acteurs non-agricoles s'intéressent aux
changements de pratiques en agriculture ..16-17

International

L'Afrique est-elle disponible ?
Ce qu'on voit quand on regarde 18-19

20 découvrir

En revues 20-21
Au fil des lectures 22-23
Agenda 24



TRANSRURAL

initiatives

ABONNEZ-VOUS !

La revue associative des territoires ruraux

Transrural initiatives est une revue mensuelle portée par des mouvements associatifs d'éducation populaire à vocation rurale et agricole.

En s'appuyant sur un comité de rédaction composé d'acteurs du développement rural (animateurs, militants associatifs), associés à des journalistes, elle propose une lecture de l'actualité et des enjeux concernant les espaces ruraux qui privilégie les réalités de terrain et valorise des initiatives locales et innovantes. La revue appréhende ces territoires dans la diversité de leurs usages et met en avant des espaces où il est possible d'habiter, de se déplacer, de s'instruire, de se cultiver, de produire, de se distraire et de tisser des liens. Ces expériences locales illustrent concrètement des alternatives au modèle de développement économique dominant, marqué par la mise en concurrence généralisée, la disparition des solidarités et l'exploitation aveugle des ressources naturelles.

Transrural entend sortir de la morosité ambiante et invite à l'action ! Dans chaque numéro, un dossier thématique permet d'approfondir une question (ex. : Le rural a rendez-vous avec la ville ; La forêt, entre patrimoine financier et naturel ; L'agriculture locale, nouveau champ d'action politique des collectivités).

Sans publicité, à but non lucratif, la revue assure son fonctionnement et son indépendance grâce aux abonnements.



BON D'ABONNEMENT

Pour 11 numéros / an :

- Particuliers 50 € ; étudiants – chômeurs 40 € ; institutions, bibliothèques, associations 75 € ; abonnements groupés (à partir de 5 personnes) 40 € l'unité ; découverte 3 mois 20 € ; soutien 100 €.
- Abonnement 2 ans : particuliers 90 € ; institutions 140 €.
- À l'étranger : particuliers 60 € ; institutions 85 €.

Société :

Nom : Prénom :

Adresse :

Comment avez-vous connu Transrural ? :

Je souhaite recevoir une facture : OUI NON

Si vous souhaitez faire découvrir la revue à un ami, indiquez ici ses coordonnées, nous lui enverrons un numéro :

Nom : Prénom :

Adresse

Règlement par chèque à l'ordre de Transrural Initiatives ou par mandat administratif
à envoyer à Transrural Initiatives - 2, rue Paul Escudier - 75009 Paris
transrural@globenet.org